

Introduction : Vers un ordre juridique international communautaire ?

PARTIE 1 : LES RELATIONS INTERNATIONALES CONFLICTUELLES

Titre 1 : Le règlement non armé des différends internationaux

Chapitre 1 - Le règlement pacifique des différends internationaux

Section 1 - Le règlement non juridictionnel des différends : une solution proposée

§ 1 - Les procédés diplomatiques interétatiques : la primauté du consentement

A - Le recours à un tiers

B - L'enquête internationale

C - La conciliation internationale

§ 2 - L'institutionnalisation du règlement non juridictionnel

A - Le recours aux organisations à compétence universelle

B - Le recours aux organisations régionales à compétence générale

Section 2 – Le règlement juridictionnel : une solution imposée

§ 1 - Le règlement arbitral

A - Les principes de l'arbitrage

a - Le consentement des parties

b - Le libre choix des arbitres

B - Les règles de fonctionnement de l'arbitrage

§ 2 - Le règlement par une juridiction permanente

A - Le statut de la CIJ

- a - La composition de la CIJ
- b - Les compétences de la CIJ
 - 1.- Compétence *rationae personae*
 - 2.- Une double compétence
- B - Le rôle de la CIJ
 - a - La jurisprudence comme facteur de développement du droit international
 - b - L'ordre international comme facteur de résistance au développement du droit jurisprudentiel

Chapitre 2 : La sanction de l'inobservation des règles primaires

Section 1.- La responsabilité internationale des Etats

§1- Les conditions de la responsabilité internationale des Etats

A- L'élément objectif de la responsabilité : le fait illicite

a- La responsabilité pour les faits internationalement illicites

1- Le fait internationalement illicite : notion

2- La diversité des faits illicites

3- Les circonstances excluant l'illicéité

3.1 Les circonstances tenant aux faits de la victime

3.2 Les circonstances étrangères à la victime

b- La responsabilité pour les conséquences préjudiciables découlant d'actes non illicites du droit international

B- L'élément subjectif du fait générateur : l'imputation

a – L'imputation à un Etat

1- La notion d'imputation

1.1 Responsabilité pour des faits résultant de l'activité de l'Etat

1.2 Responsabilité pour des faits rendus possible par la passivité de l'Etat

1.2.1 Les faits des personnes publiques distinctes de l'Etat

1.2.2 Les faits des particuliers

2- Les cas de non imputation

2.1- Le cas des particuliers qui n'agissent pas pour le compte de l'Etat

2.2- Les faits d'insurrection

b- L'imputation à une organisation internationale

1- La responsabilité de l'organisation internationale pour les faits de l'organisation

elle-même

1.1- Les faits des organes et des agents de l'organisation internationale qui agissent dans le cadre de leur compétence

1.2- Les faits des organes et des agents incompétents (qui n'agissent pas dans le cadre de leurs compétences)

1.3- La responsabilité de l'organisation internationale non pas en raison de leur action mais de leur abstention (à réagir à certaines situations de violation massive des droits de l'Homme)

2- La responsabilité de l'organisation internationale pour les faits des Etats qui agissent pour le compte de l'organisation

1.1- Les opérations de maintien de la paix (OMP) des Nations unies

1.2 Les actions militaires menées sous l'égide de l'OTAN

1.3- La mise en œuvre de mesures coercitives armées par les Nations unies sur la base d'une habilitation du Conseil de sécurité (chapitre 7)

C- L'engagement de la responsabilité

a- Le dommage

1- La définition du dommage

2- Les types de dommages

2.1- Les différents types de dommages

2.2- les dommages immédiats et les dommages médiats

b- Le lien de causalité

§2- La réparation

A- La notion de réparation

B- La forme de la réparation

a- Les différentes formes de réparation

b- Le cas des Etats « non directement lésés »

Section 2- La place controversée des contre-mesures et des sanctions

§1.- La notion de contre-mesure

§2.- Le régime juridique des contre-mesures

Titre 2 : Le règlement non-pacifique des différends

Chapitre 1 : Le recours à la force en droit international

Section préliminaire.- De la guerre juste à la sécurité collective

- §1. - La doctrine de la guerre juste la guerre-sanction
- §2.- Le déclin de la doctrine de la guerre juste au profit de la guerre-politique
- §3.- La guerre-juridique établissement du régime de sécurité collective
- §4.- Vers un retour des guerres justes ?

Section 1 - Le recours licite à la force

- §1 – L'usage licite de la force dans le système des Nations Unies
 - A – La compétence de guerre réservée au Conseil de sécurité
 - a - L'interdiction du recours unilatéral à la force : le volet préventif
 - b - Une compétence de guerre dévolue au seul Conseil de sécurité : le volet répressif
 - B - La légitime défense, droit naturel reconnu d'user unilatéralement de la force
 - a – Les conditions *ratione materiae*
 - b - Les conditions *ratione temporis*
- § 2 - Les interventions sollicitées
 - A – Une licéité de principe
 - B – La validité de la demande

Section 2.- Les recours problématiques à la force armée

- §1.- Les interventions d'évacuation des ressortissants
 - A.- La reconnaissance problématique de la licéité d'une intervention d'évacuation des ressortissants
 - B.- Les conditions de licéité d'une intervention d'évacuation des ressortissants
- §2.- Sécurité humaine et usage de la force : l'intervention humanitaire
 - A- Une opposition majoritaire à la décentralisation du recours à la force
 - B.- Une doctrine minoritaire favorable à la décentralisation du recours à la force

Chapitre 2 : Le droit international humanitaire, réglementation de l'usage de la force

Section 1.- Définition du *jus in bello*

§1.- Une définition problématique

§2.- La nature du *jus in bello*

A.- Le *jus in bello* branche du droit international public

B.- Les rapports du *jus in bello* et du droit des droits de l'homme

§2.- Origines et sources du *jus in bello*

A.- Les sources du *jus in bello*

B.- Développements historiques du *jus in bello*

Section 2.- Le champ d'application du *jus in bello*

§1.- Champ d'application *rationae materiae* : la définition du conflit armé

A.- La notion de conflit armé

B.- La distinction conflits armés internationaux - conflits armés non internationaux

a.- Le droit des conflits armés internationaux

b.- Les conflits armés non-internationaux

§2.- Champ d'application *rationae personae* : les destinataires du *jus in bello*

§3.- L'application spatiale et temporelle du droit des conflits armés

Sous-Chapitre 1 : Le droit de la Haye : la conduite des hostilités

Section 1.- Le choix des objectifs : le principe de distinction, restriction absolue à la conduite des hostilités

§1 – La notion de combattant

A - Le combattant régulier

a - Les conditions de conservation du statut de combattant

b - L'intérêt du statut de combattant

c – Le cas particulier des enfants soldats

B - Les non-combattants

a – Les non-combattants purs

b - Les combattants illégitimes

c - La détermination du statut

§2.– Les biens constituant des objectifs militaires

A.- La détermination d'un objectif militaire

B.- Obligations de l'attaqué

Section 2.- Une restriction relative à la conduite des hostilités

§1.- Le principe de nécessité

A.- Notion

B.- Conséquences : tactiques légitimes et illégitimes

a.- Tactiques légitimes

b.- Tactiques illégitimes

c.- Les armes interdites

§2.- L'avantage militaire comme mesure de la licéité de l'attaque

A.- L'avantage militaire caractéristique d'un objectif militaire

B.- La proportionnalité

Sous-Chapitre 2 – Le droit de Genève : le traitement des personnes aux mains de l'ennemi

Section 1.- La protection des victimes militaires

§1.- Les Conventions de Genève I et II : le droit au secours et à la protection des victimes militaires

§2.- La Convention de Genève III : la protection des prisonniers de guerre³

A.- Applicabilité *ratione personae*

a.- Les bénéficiaires du statut

b.- La présomption du statut de prisonnier de guerre

B.- Le régime juridique applicable aux prisonniers de guerre

Section 2.- La Convention de Genève IV : la protection des civils au pouvoir de la partie adverse

§1.- L'applicabilité *ratione personae* : le civil « au pouvoir de la partie adverse »

§2.- Le régime juridique applicable aux civils protégés

A.- L'intangibilité des droits

B.- Les règles de protection

PARTIE 2 : L'ENCADREMENT DE LA MONDIALISATION

Titre 1 : Le droit des relations économiques internationales, dépassement des égoïsmes étatiques ?

Chapitre 1 – Caractères généraux du droit international économique

§1. Un instrument d'imposition du libéralisme

§2. Le droit international développement pour une mondialisation équitable

Section 2.- La société internationale économique

§1.- Les acteurs des rei

A.- Les acteurs classiques : les sujets de DIP

B.- Les nouveaux acteurs des rei : les acteurs privés

§2.- Les normes encadrant les rei

A.- Les sources nationales

B.- Les sources internationales ou interétatiques

C.- Les sources issues de la pratique du CI

Chapitre 2 : Le développement par la croissance économique

Section 1 : Le Commerce international

§ 1.- Le cadre institutionnel du commerce international

§ 2.- Le régime du commerce international

A.- Le régime général

a.- Le renforcement des principes

b.- l'extension du régime général à l'agriculture et aux textiles

B.- Les régimes particuliers

a.- Les accords particuliers

b.- La situation des pays en développement

Section2.- Le droit international des investissements

§ 1.- La problématique juridique générale des investissements internationaux

- A.- La dialectique des investissements internationaux
- B.- Les conséquences juridiques
- § 2.- Le régime juridique applicable aux investissements internationaux
 - A.- La permanence du bilatéralisme
 - B.- Le développement du multilatéralisme en matière d'investissements internationaux
 - a.- Le développement du multilatéralisme sectoriel
 - b.- La recherche du multilatéralisme global

Titre 2.- La sécurité environnementale

Chapitre 1 : La protection internationale de l'environnement

Section 1 – La formation du droit international de l'environnement

- §1.- Les acteurs du droit international de l'environnement
- §2.- Les sources du droit international de l'environnement

Section 2.- Les principes liant développement humain et protection de l'environnement

- §1.- Le droit au développement durable
- §2.- Le principe de précaution

Chapitre 2 : Les défis de la protection de l'environnement

- §1.- Les réfugiées climatiques
- §2.- Changement climatique et risque de conflits armés

Conclusion